



Independent observer
of the Global Fund

L'initiative ITP améliore la performance des subventions du Fonds mondial au Niger

En raison de la participation du Niger à l'initiative ITP (Implementation through partnership, ITP), le pays enregistre actuellement des taux d'absorption accrus de certaines subventions. Le pays fait partie de ceux qui participent à l'initiative ITP du Fonds mondial sur laquelle vous trouverez un article spécifique sur le [site d'Aidspan](#) (en anglais).

Un taux d'absorption de 7% en janvier 2016

Les taux d'absorption des subventions relatives à la tuberculose sont de 7% pour la première moitié de l'année 2016. Les taux d'absorption des subventions relatives au VIH et au paludisme étaient respectivement de 76% et 80% au 30 septembre. Bien que ces taux soient plus élevés que ceux des subventions relatives à la tuberculose, ils sont loin d'être optimum. La faiblesse des taux d'absorption tient à plusieurs raisons: D'abord, le principal bénéficiaire (PR) n'était pas entièrement doté en personnel et il recrutait progressivement; par ailleurs il y avait un retard dans la signature des subventions en vertu d'ententes avec le sous-bénéficiaire (SR); et enfin le PR n'avait pas encore acquis les produits et équipements sanitaires.

D'autres goulots d'étranglement subsistent malgré la disposition de l'Instance de coordination nationale (ICN) pour la bonne exécution de la subvention, la charge administrative pour l'achat et la sous-traitance des sous-bénéficiaires, la faible capacité opérationnelle des acteurs dans la mise en œuvre et la politique « Zero Cash » qui est une politique de dépenses centralisée au niveau du PR. La lourdeur des procédures a contribué au faible taux d'absorption des subventions (TB / RSS). Le Fonds mondial est conscient de cette situation et c'est la raison pour laquelle le Niger participe à l'initiative ITP.

La politique de « Zero Cash » ralentit le taux d'absorption.

Du 22 au 30 juin 2016, le Secrétariat du Fonds mondial a invité le Niger à participer à un atelier sur l'amélioration de la performance (voir l'[article](#) paru dans le numéro 30 de l'OFM) avec 10 autres pays de la région d'Afrique francophone. Au-delà des recommandations globales pour la région, le Niger a adopté des recommandations spécifiques liées à son contexte. Un atelier national a été organisé du 17 au 18 août 2016 dans le but « d'améliorer la mise en œuvre des subventions du Fonds mondial par le biais des structures opérationnelles du Ministère de la santé publique ». L'atelier a rassemblé des fonctionnaires de l'administration centrale et régionale du Ministère de la santé publique, des membres de l'ICN, des partenaires techniques et financiers (PTF), des PR et des représentants des SR.

Pendant deux jours, les participants ont travaillé sur les questions prioritaires qui entravent les subventions telles que: la coordination des activités; les primes et avantages; la préparation, le traitement et l'approbation des demandes; la transmission en temps opportun de bons valides; la quantification, l'expression des besoins, la distribution et la gestion des stocks.

Un membre de l'ICN a déclaré à Aidsplan que « la faible consommation financière est due à la non-fonctionnalité du cadre de consultation, le manque de procédures de coordination du PR; la longue durée de validité des termes de référence et la politique « zéro cash ». En ce qui concerne la politique « zéro cash », c'est le PR qui gère toutes les dépenses. Aucune transaction ne passe par les établissements de santé. Les structures de santé semblent frustrées et nous avons constaté un certain désintérêt dans les activités financées par le Fonds mondial. En fait, cette politique a été adoptée par le Fonds mondial pour surmonter l'incapacité du sous-récepteur en matière de gestion financière. »

En ce qui concerne la gestion de l'offre, il a déclaré que « l'insécurité entraîne un retard dans la préparation et la transmission des documents d'appel d'offres; il y a aussi des pertes de produits dues au manque de contrôle de la qualité des intrants; et l'absence de système d'assurance pour la sécurisation des intrants (stockage et transport). »

Allègement de la politique « zéro cash »

Maintenant, l'ICN et le Comité de Suivi Stratégique organisent le suivi de la mise en œuvre de la subvention avec le Secrétariat Général du Ministère de la Santé Publique et donnent le leadership aux autorités locales. Le Fonds mondial organise des appels téléphoniques hebdomadaires avec le Secrétariat de l'ICN pour faire le suivi des recommandations. Des partenaires tels que l'ONUSIDA, l'OMS, l'UNICEF et l'Agence française de développement ont été mobilisés pour une assistance technique.

Le Comité de suivi stratégique a maintenant renforcé les réunions trimestrielles de planification et de reprogrammation avec le SR. Ces réunions permettent d'évaluer les réalisations trimestrielles. La principale réalisation est l'allègement de la politique « Zero Cash » avec son adaptation au contexte national. Les activités communautaires sont payées par le biais de transferts d'argent via la poste, y compris les activités du PR et du SR. Les activités de terrain du niveau central au niveau régional ont été mieux définies et les outils de gestion (justification des dépenses) pour les trois programmes ont été normalisés.

Les Services administratifs et financiers en chef du ministère de la Santé Publique utilisent maintenant des outils du Fonds mondial pour suivre les dépenses et les recettes pertinentes. On s'attend à ce que ces efforts contribuent à augmenter les taux de consommation des subventions pour les trois maladies.

[Read More](#)
